





# CULTURE & REVOLUTION

## RÉFLEXIONS SUR LE NATIONALISME ET MODERNISATION DE L'ÉCONOMIE DANS LES PAYS ISLAMIQUES

par Paul ROLLAND

**T**ANDIS que dans la vieille Europe — et malgré les sursauts périodiques des « patriotismes » et des réactions xenophobes — l'idée se répand de plus en plus que le nationalisme sans merci a fait la perte économique de ce continent, les peuples d'Afrique, d'Orient et du Moyen-Orient se jettent dans la lutte pour leur indépendance nationale, phase probablement indispensable pour arriver à leur émancipation économique et sociale complète. D'ailleurs, ces principes sont évidemment liés : il n'y aura pas de souveraineté nationale tant que les

troupes britanniques occuperont la zone du Suez ou que les sociétés étrangères monopoliseront le pétrole d'Etats arabes, créant à l'intérieur de ces Etats une puissance qui, sous l'étiquette de « sociétés », constitue un véritable Etat à l'intérieur des Etats et qui dispose de moyens d'action et d'une influence qui dépassent, dans leur étendue et dans leur portée, ceux dont disposent ces Etats eux-mêmes.

### Facteur religieux

**C**ES deux facteurs — économique et politique — sont complétés dans ce réveil du nationalisme des peuples semi-coloniaux islamiques, par le troisième facteur religieux. En effet, on remarque que tous les territoires dont les peuples se mettent aujourd'hui en mouvement — les territoires qui s'étendent depuis le Pakistan jusqu'aux rives nord-africaines et au Maroc, ont constitué les territoires où l'Islam s'est répandu. Il est clair malgré ce facteur religieux commun, qu'on ne saurait en aucune façon mettre tous ces pays sur le même plan quand il s'agit d'étudier les rapports du développement économique.

### Facteur humain

**U**N des principaux facteurs primaires — le facteur humain — constitue à la fois le tenant et l'aboutissant de toute l'activité économique et politique. La population dans toute cette bande de terre qui va de l'Afrique du Nord aux pays du Moyen-Orient, s'est accrue dans une forte proportion. Au lieu des 57 millions d'habitants en 1913, 80 millions en 1939, asservis, passés ou du moins dénus, on doit compter aujourd'hui avec 90 millions d'hommes, qui sont plus instruits, plus éduqués, dont le pouvoir d'achat est plus élevé. Les conditions politiques, comme expression de l'évolution économique,

ont également changé et ces masses sont encadrées dans des formations politiques et religieuses difficiles à délimiter dans les pays islamiques. Les causes de l'évolution de ce facteur sont connues : progrès de l'hygiène, de la médecine et une élévation générale du niveau de la vie, très relative, mais incontestable. Le tableau social des classes dans les pays islamiques présente, en général, des contrastes violents : classe ouvrière naissante, paysans et artisans miséreux, grands propriétaires fonciers puissants et riches, absence de couches intermédiaires sauf celle des fonctionnaires.

### Développement économique

**C**ETTE situation sociale s'explique par la nature de l'économie. L'industrie moderne n'est apparue qu'à une trentaine d'années, avec l'ouverture d'Europe et l'exploitation étrangère également. En effet, jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les industriels des pays alors économiquement dominants désiraient garder pour eux le monopole de l'industrie : ils voulaient des acheteurs, non des concurrents. Mais, ainsi que Kropotkin l'avait prévu dès la construction des premiers chemins de fer de l'Inde, on n'arrête pas l'industrialisation. On construit un chemin de fer pour trouver un débouché à son industrie métallurgique, mais cela entraîne l'édition d'une industrie mé-

du nationalisme dans les pays islamiques, qui à son tour s'écroulera sous la poussée du prolétariat naissant des deux-là aura pris sa conscience de classe, ainsi que la conscience de la lutte de classe. Là nous pouvons observer un phénomène sociologique bien caractéristique : dans ces pays, pour la plupart agricoles et pastoraux, on assiste à une modernisation économique, soit industrialisation, soit mécanisation de l'agriculture, soit l'exploitation rationnelle du sol. Cela entraîne une migration paysanne vers les villes ou transformation des paysans en ouvriers agricoles. Ces masses portent en elles cet élément nationaliste et constituent son essence intérieure, qui lui donne son caractère profondément populaire, révolutionnaire, contrairement au caractère conservateur de la bourgeoisie nationaliste musulmane. Le docteur Sadegh disait dans un message : « Cela sépare les nationalisations du pétrole », permettant d'élèver le niveau de vie du peuple iranien et d'éviter toute révolution et tout bouleversement. » Pour les leaders des pays islamiques l'exploitation du pétrole n'est pas uniquement une affaire économique et financière ; il s'agit d'une affaire de souveraineté et de jouissance de cette souveraineté.

Pour le nationalisme islamique il ne s'agit non plus de savoir dans la question de Suez ou le problème marocain ou tunisien si la Méditerranée et l'Afrique resteront ou non des éléments de la défense atlantique. Ce relais d'envisager le règlement de leurs problèmes dans un cadre de convention internationale même-t-il, dans le domaine économique, à l'autarcie ?

### Impossibilité d'une économie fermée

**I**EST une loi générale dans le monde capitaliste moderne et qui consiste en ceci : l'extension des Etats dépend de l'extension des échanges. Or, aujourd'hui, les échanges, et même d'une manière plus générale toute l'économie, sont internationalisés, ils sont franchis, et de beaucoup, les frontières des nations. Dans ces échanges mondiaux la loi de la valeur agit d'une façon universelle et cela signifie que dans l'établissement du taux de profit et dans la formation des prix du marché, ce jeu spontané de la loi de la valeur conduit aux plus grandes disproportions et à la pire exploitation des pays faibles et arriérés — comme c'est le cas des pays islamiques — par les Etats plus puissants et plus évolués. On trouve sur le marché mondial des marchandises produites dans des conditions nationales les plus diverses, différentes entre elles par la composition organique du capital national. Cela découle de l'inégalité de l'intensité du travail, de productivité, des différences touchant au degré du développement économique et technique. Les pays islamiques sont exploités sur le marché mondial à la lois parce qu'ils sont des pays économiquement et technique-ment arriérés et parce que — ne disposant d'une production industrielle nationale assez puissante, l'équipement industriel étant entre les mains des capitalistes étrangers — ils ne peuvent proposer que des matières premières et des produits agricoles. Il est inutile d'ajouter que les grands pays industriels exercent sur le plan international une influence politique et économique leur permettant d'agir sur la structure même des échanges.

Il est donc naturel que cette situation provoque des réactions nationales et une tendance d'orientation des économies de ces pays vers l'autarcie. Il ne reste pas moins vrai qu'il n'existe pas des pays dans notre siècle, même ceux qui représentent les grands espaces économiques, pouvant vivre dans une économie fermée. L'évolution des faits conduit par un mouvement naturel à un renforcement des échanges internationaux et le mouvement des idées le suivra dans les pays de l'Islam comme dans les autres et juste grâce à la modernisation économique.

Mon opinion sur la dictature .....

Le salariat .....

L'action anarchiste dans la révolu-

tion .....

La révolution sera-t-elle collective ? .....

L'esprit de révolte .....

Aux jeunes gens .....

Les droits politiques .....

L'anarchie dans l'évolution socialiste .....

L'Etat, son rôle historique .....

Les prisons .....

La morale anarchiste .....

L'anarchie et l'église .....

Evolution et révolution .....

Qu'est-ce que la propriété .....

Les endormeurs .....

La question sociale .....

En période électorale .....

L'anarchie .....

En Algérie .....

Le problème de la liberté .....

La paix mondiale .....

La contre-révolution étatiste .....

La responsabilité et la solidarité .....

dans la lutte ouvrière .....

Le problème espagnol .....

Le syndicalisme révolutionnaire .....

L'Anarchie .....

E. Reclus .....

L'ABC du « Libertaire » .....

L'intégration humaine .....

Francisco Ferrer anarchiste .....

Le communisme anarchiste .....

Bakounine et sa confession .....

L'organisation de la vindicta .....

S. Faure .....

P. Kropotkine .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

— .....

# CRISE ET CHOMAGE

## dans les Textiles, l'Habillement et les Cuir et Peaux

PLUSIEURS industries sont touchées par la crise et le chômage. Trois d'entre elles souffrent particulièrement de la ménée due à la hausse des prix. Ce sont les textiles, l'habillement, les cuirs et peaux.

Dans le textile on compte 100.000 chômeurs totaux et 400.000 chômeurs partiels.

Dans l'habillement et la chapellerie, selon une enquête officielle, les travailleurs ne font en moyenne que 32 heures par semaine.

Dans les cuirs et peaux, 60 % du personnel chôment totalement ou partiellement.

Cette situation est surtout due à l'insuffisance du pouvoir d'achat des consommateurs ouvriers. Il fallait, en 1938, travailler une journée et demi pour acheter une paire de chaussures : en 1952, la même paire de chaussures demande une semaine de travail. En 1938, 15 heures suffisaient pour payer un costume ; en 1952 il faut 60 heures.

La conséquence est que 10 % seulement des salaires sont consacrés à l'habillement aujourd'hui alors qu'avant-guerre 19 % des gains passaient dans l'achat des vêtements.

Le gouvernement, par les taxes trop lourdes qu'il préleve (2,430 fr. de taxes multiples sur un simple costume de 13.500 francs !) à seule fin d'alimenter son monstrueux budget de guerre, et les trusts par la réalisation de profits scandales (5.515 milliards pour l'ensemble des employeurs en 1951 !) sont à l'origine du marasme actuel. Les prix trop élevés limitent la consommation ouvrière, la production tombe et le chômage s'installe.

Ajoutons à cela les importations massives de textiles résultant des accords internationaux, la difficulté de s'approvisionner en matières premières et la concurrence forcée que rencontrent la production française de matières finies ou semi-finies sur le marché mondial et nous avons un tableau presque complet et assez sombre des obstacles qui s'opposent au plein-emploi des travailleurs dans les industries actuellement touchées par la crise.

Ce n'est pas tout, avec l'aide du gouvernement complice, les patrons du textile, de l'habillement et des cuirs et peaux, disposent maintenant d'une armée grandissante de chômeurs qui, dans l'esprit de ces messieurs, va pouvoir entrer en compétition, en ce qui concerne les salaires, avec les ouvriers et ouvrières qui sont au travail.

Déjà les cadences s'intensifient là où la vigilance du personnel est en défaut. Aux usines Zeller, à Etuefond, si cette vigilance ne s'était pas montrée active, 80 travailleurs seraient licenciés à l'heure actuelle et les autres devraient conduire soit 18 métiers Rutté au lieu de 12, soit 30 métiers S.A.C.M. au lieu de 24 ; les jeunes chargeuses de barrières devraient prendre 60 métiers en charge au lieu de 30 !

La lutte doit donc être menée. Elle doit apporter des solutions d'urgence non seulement aux travailleurs du textile, de l'habillement et des cuirs et peaux mais à la classe ouvrière dans sa totalité. Cette lutte doit tendre d'abord à :

1) L'augmentation générale des salaires, des pensions et des retraites des travailleurs en imposant à la coalition patrons-gouvernement une réduction des bénéfices patronaux et la suppression des taxes de guerre ;

## Bourgeoises...

### ça vous fait une belle jambe

À COTE des métiers essentiellement féminins comme la couture qui comptent un nombre important de travailleuses, de nombreuses petites entreprises aux productions diverses se partagent une partie non négligeable de la classe ouvrière féminine.

Nous avons pris contact avec les ouvrières d'une teinturerie pour bas Nylon, qui « finissent » les bas, c'est-à-dire les forment avant les dernières retouches de remallage puis empaquetage.

Les 25 ouvrières travaillant là voient tous les jours arriver des montceaux de bas en forme tuyau de poêle, blanches, roses,verts qui le soir seront des « cristal premier choix teinte mode » au prix de revient de 450 fr. la paire... bas vendus entre 900 et 1.100 fr... Mais ceci est une autre histoire...

Elles ne chôment pas ces ouvrières. Il y a même tant de travail qu'il leur arrive souvent de faire 11 heures par jour et de ne prendre que le dimanche pour se reposer.

Si le travail de la manutention et du remallage n'est pas trop éreintant, le cas des deux ouvrières employées au

- 2) la suppression des abattements de zones des salaires ;
- 3) l'obtention des 40 heures payées 48 ;

- 4) maintenir puis améliorer les conditions actuelles de travail dans les industries ;
- 5) la réduction du nombre des commerçants et la mise au point d'un circuit de distribution satisfaisant ;

- 6) la révision des accords internationaux en ce qui concerne les matières premières, semi-finies et finies ;
- 7) la liberté de commerce avec tous les pays ;

- 8) pour les chômeurs : l'augmentation de l'allocation de chômage et son attribution à tous les sans-travail ; la gratuité des transports pour permettre au chômeur la recherche d'un emploi ; la gratuité des fournitures scolaires et de la cantine pour les écoliers.

- Ces solutions d'urgence ne peuvent être imposées que par une classe ouvrière unie, consciente de sa force et indépendante des deux blocs.

- C'est pour cette union des travailleurs et pour aider à cette prise de conscience et à cette indépendance que combattront les militants de la Fédération anarchiste auprès de leurs camarades de travail, dans les entreprises comme dans les syndicats.

Serge NINN.

## LA RÉSOLUTION "SALAIRE - PRIX" du 4<sup>e</sup> Congrès de l'U.-D.F.O. de l'Aisne

NOUS avons signalé dans notre dernier numéro du « Lib » la position prise par le Congrès national des Mineurs Force Ouvrière favorable aux augmentations des salaires. Nous communiquons aujourd'hui la résolution « salaires-prix » votée à l'unanimité par le 4<sup>e</sup> Congrès de l'U.D.F.O. de l'Aisne qui, quoique insuffisamment énergique, se prononce néanmoins pour les augmentations des salaires, la semaine de 40 heures et la suppression des abattements de zones des salaires :

Le Congrès, — Demande que, dans l'immédiat, le salaire minimum garanti interprofessionnel soit augmenté de 15 %, ce chiffre représentant la moyenne d'augmentation des articles familiaux depuis septembre dernier ;

— Précise que, pour éviter des interpretations tenaces, servant trop souvent les intérêts d'une classe dominante au détriment d'une autre aservie, la Commission supérieure des conventions collectives, doit établir un véritable budget-type, tenant compte des besoins et des aspirations des travailleurs, afin d'avoir un élément qui servirait d'une manière générale à harmoniser les rapproches (prix-salaires), en fixant un salaire minimum interprofessionnel garanti ayant une véritable expression sociale, c'est-à-dire assurant aux salariés les plus défavorisés un minimum de ressources incompressibles ;

Sans sous-estimer la valeur d'apport que la pratique des heures supplémentaires apporte dans les foyers ouvriers et particulièrement les plus défavorisés, le Congrès pense que cette pratique, qui a la fâcheuse particularité de fausser les calculs servant à la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti, de même qu'elle n'apporte aucune facilité de résorber le chômage qui frappe sévèrement différentes corporations, doit être considérée sur le plan syndical comme une contribution de la classe ouvrière à la résorption des difficultés passagères, pratiques et économiques, non comme un moyen de s'assurer un pouvoir d'achat reflétant une importance accrue, ce qui contraindrait le Gouvernement à fixer le minimum vital sur 173 heures par mois, consacrant ainsi la semaine de 40 heures.

— En outre, le Congrès réclame avec force la suppression des zones, mais pense que, dans cette attente, il y a lieu,

# LE LIBERTAIRE

## ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

## L'EFFORT DE QUI ? M. VILLIERS

Georges Villiers écrit dans le bulletin du C.N.P.F. en qualité de président dudit conseil. M. Villiers fait partie de cette catégorie de gens pince-sans-rire, dont le parler et l'écrit sont identiques.

Son article intitulé : « Continuité de l'effort de baisse » est un panégyrique de la politique Pinay, félicitant ce dernier des résultats obtenus pour l'assainissement économique.

Pour mieux vous faire comprendre la satisfaction de M. Villiers, ce dernier est heureux que M. Antoine Pinay ait bloqué les prix au 31 août dernier. Les hausses du printemps et de l'été sont donc entérinées. Satisfaction est donnée au patronat dont M. Villiers est le représentant et, en même temps, à M. Gingembre, pour les commerçants.

« Continuité de l'effort de baisse », s'exclame M. Villiers.

M. Villiers se méprend et nous pensons qu'il y a malentendu. Voyons ce qu'il écrit :

« Dans la stabilité monétaire et grâce à l'assainissement de l'économie les chefs d'entreprises pourront réaliser un travail efficace. Le gouvernement de son

côté pourra mettre en œuvre des réformes profondes qui lui sont indispensables, mais la réalisation d'un véritable programme de réformes ne saurait être l'œuvre de quelques semaines ni même de quelques mois. Il ne faut ni s'illusionner trop vite ni se décourager trop tôt. Ici comme ailleurs seule la continuité dans l'effort quotidien peut conduire au succès. »

Nous rétorquons à M. Villiers : L'effort continu ? De qui le réclamez-vous ? et « Quelle baisse ? »

Le président du C.N.P.F. serait donc sophiste. Son article semble à première vue, par son titre s'adresser aux responsables (?) de ce pays, mais par lecture, le problème posé est complètement déplacé.

Ce n'est plus au gouvernement qu'il s'adresse, il le félicite, par sous-entendu, d'avoir bloqué les salaires. « Les chefs d'entreprise pourront réaliser un travail efficace », mais à la classe ouvrière, pas directement, bien sûr : « Ici comme ailleurs seule la continuité dans l'effort quotidien peut conduire au succès ».

Et bien, dans tout cela, ce que réclame M. Villiers c'est un accroissement de la production. Vous savez, cette productivité qui devait élever les salaires, mais augmente considérablement les dividendes, assainit les finances de l'Etat capitaliste et permet de consacrer 1.800 milliards à la guerre.

La classe ouvrière est identique au 2<sup>e</sup> classe dans l'armée, c'est toujours sur elle que repose les destinées du capitalisme français.

Il suffirait tellement peu à M. Villiers pour que cet attachement sordide que vous vous à la classe ouvrière soit rompu. Il suffirait de bien peu de chose, d'une grève, même de bras croisés pour que vous et vos amis, gros patrons et petits patrons, gros commerçants et petits commerçants, gros industriels et petits industriels, vous la trouviez saumâtre et que pris de peur vous fassiez appelle à nos assassins, souduoyés par vous, vos fils et vos C.R.S.

Prenez garde quand même, la classe ouvrière ne luttera pas toujours à armes égales.

Robert JOULIN.

### DANS LE TEXTILE

## Monsieur le Maire n'est pas disponible pour recevoir une délégation ouvrière

SUITE à la réunion mensuelle des délégués des usines du textile à la Bourse du Travail de Roubaix, les délégués représentant les entreprises touchées par le chômage se rendent à l'Hôtel de Ville mandatés par leurs administrés et lui demandent d'intervenir auprès des pouvoirs supérieurs pour obtenir : les 75 % du salaire pour chaque heure chômée.

M. Provo, maire socialiste de Roubaix, étant absent et n'ayant pas cru nécessaire de déléguer ses pouvoirs, la délégation fut reçue par M. Gérémias, secrétaire général. Il fut remarqué que M. le maire ayant fait connaître l'heure où il édit été possible de le trouver disponible, n'avait pu attendre celle-ci.

Les camarades délégués firent savoir que l'heure indiquée par M. le maire était une façon détournée de répondre à leur demande par une fin de non-recevoir. Les travailleurs ne pouvant se permettre de perdre leur salaire et n'étant libres qu'en fin de journée.

Et là apparaît le peu d'intérêt que représente aux yeux de ces messieurs les politiciens, la masse des travailleurs juste intéressante lors de la période électorale.

A cette remarque il leur fut répondu que seul était habilité pour parler au nom des ouvriers les dirigeants responsables et que M. le Maire n'avait pas à accepter de discuter avec des délégations ouvrières.

« Il accepte néanmoins de recevoir quelques jours plus tard une délégation de chez Ternyck où il y a menace de fermeture de l'entreprise. »

La discussion dura une demi-heure environ et donna l'occasion d'assister à une controverse très intéressante, et où M. le secrétaire général qui faisait remarquer pourtant sa situation de fonctionnaire et non de politicien ne manqua pas de prouver sa conception toute particulière du syndicalisme. Vous avez fait passer quelques bons moments aux camarades, cher Monsieur, mais ils ne furent pas dupes, croyez-moi. Il fut difficile de dire que dans les dix premières minutes la police faisait son apparition dans le couloir où avait lieu la réception, au simple titre d'information !

Trente minutes après l'entrée en contact, la délégation se sépara.

Une centaine d'ouvriers s'en retournaient bien décidés à faire connaître à leur milliers de camarades la façon dont procéder les représentants du peuple vis-à-vis des poires électorales.

Quant à nous, ceci ne peut que renforcer plus profondément nos convictions et nous permettre de développer notre action plus intensément, en engageant la classe ouvrière vers les méthodes d'action directe.

NEIHGER (correspondant).

## SOYONS VIGILANTS !

Il s'en forme des associations ! Chaque jour, le Journal officiel publie la liste des associations nouvellement formées.

Si une grande partie de cette rubrique concerne les sociétés de pêche, de chasse ou de « pétanque », une place importante demeure occupée par des groupements, notamment lors des précédentes élections de délégués à la liste du syndicat ayant perdu 7 % des voix. Ils ont continué à prendre des décisions que les ouvriers n'appréviennent pas et ils ont voulu substituer par leur décision aux responsables syndicaux, sur tout en ce qui concerne les prochaines luttes.

À la suite de ce congrès, le bureau exécutif composé de 38 membres a été élu. Le secrétaire de ce bureau est composé comme suit :

Secrétaire général : Roger Linet et Marius Apostolo.

Secrétaire : Jean Lacaze, Bernard Chauveau, Julien Couperet et Anaré Chéze.

Le 4<sup>e</sup> Congrès nous dira s'ils ont été autorisés ou démocrates !

cantons d'Algérie ou d'ailleurs semblent abandonner le double jeu et contre-attaquer.

L'annonce suivante est significative :

10 septembre 1952. Déclaration à la préfecture d'Alger. Comité d'Algérie de liaison et d'action des classes moyennes. But : limiter l'emprise grandissante des pouvoirs de l'Etat qui serait susceptible de porter atteinte aux droits naturels, aux intérêts spirituels, moraux et matériels et à la vie familiale des classes moyennes ; rechercher toutes solutions de nature à coordonner les moyens de défense et d'organisation des classes moyennes ; représenter l'ensemble des classes moyennes algériennes auprès des pouvoirs publics et de tous organismes représentatifs : entreprendre toutes mesures à cet effet ; pourvoir toutes mesures de défense des classes moyennes la notion de solidarité comme aussi la conscience de leur importance et du rôle qu'elles ont à jouer dans la vie économique, sociale et culturelle de l'Algérie. Siège social : 7, place Bresson, Alger.

Les industriels et patrons de tous ordres ne sauraient être en reste avec leurs confrères boutiquiers. Aussi, dans le loulou dessiné de s'affranchir des contraintes sociales, pour tuer la Sécurité sociale et licencier sans vergogne les militaires ouvriers, ils se groupent et eux aussi attaquent :

23 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe. Association des

patrons de la Seine-Inférieure. But : toutes études, tous travaux, toutes actions en vue de soustraire les patrons aux contraintes des formes statiques de la prévoyance sociale. Siège social : chez le président, à Houedout, par Angiers.

Et combien d'autres annonces de gens, qui se groupent pour étendre leur domination, pour faire peser un joug toujours plus lourd sur les épaves des travailleurs.

C'est dans une unité retrouvée que les travailleurs sauront montrer à tous nos ennemis de classe ce qu'est la vigilance ouvrière...

J. M.

## UNITÉ D'ACTION

chez Marion-Lafond à Bordeaux

Après deux victoires successives remportées sur le patronat, grâce à l'unité dans l'action sur les chantiers Marion-Lafond, à Bordeaux, le Comité C.G.T.-C.N.T.-F.O. de l'entreprise vient d'adresser aux travailleurs bordelais un appel qui déclare :

« Réalisez votre union, quelles que soient vos appartenances syndicales, pour faire face à la collusion du patronat et du gouvernement, qui vous plongent dans la misère. »

« Que cette union la plus large se réalise sur la base des revendications qui vous sont communes et mettez en œuvre les moyens nécessaires pour les arracher à vos patrons. »

(Correspondant.)